

# CPGE

## LES PROFESSEURS ET LEURS ÉLÈVES SE MOBILISENT CONTRE LES FERMETURES MAINTIEN DE TOUTES LES CLASSES ! LE MINISTRE DOIT LES RECEVOIR !

Mardi 5 décembre, Gabriel Attal dévoilait son plan pour un « choc des savoirs » visant à « élever le niveau de notre école ». Dans une lettre aux personnels, il déclarait : « Pour (relever ce défi), je le sais, vous avez besoin d'être soutenus. Soutenus dans vos conditions quotidiennes d'exercice (...) ». Comme d'habitude, le ministre dit une chose et en fait une autre, ses annonces servant avant tout à dresser un écran de fumée devant la réalité de la politique qu'il met en œuvre. La réalité, en l'occurrence, c'est que tandis qu'il prétend « remettre de l'exigence à tous les étages », il supprime 2 500 postes dans les premier et second degrés, et ferme au passage des classes préparatoires aux grandes écoles dans plusieurs académies (à Paris, en Normandie, à Rennes, à Toulouse...).

La réaction des personnels ne s'est pas faite attendre : mercredi 6 décembre, à l'initiative d'enseignants réunis avec le SNFOLC 75, plusieurs centaines d'étudiants et de professeurs de CPGE étaient rassemblés devant le ministère pour exiger le maintien des classes préparatoires de plusieurs lycées parisiens menacées de fermeture, mais aussi plus largement l'annulation de toutes les fermetures prévues au plan national dans d'autres académies. Avec les syndicats soutenant cette mobilisation, dont le SNFOLC, étaient également présentes des associations de professeurs des classes préparatoires.

Pendant un peu plus de deux heures, les étudiants et professeurs ont clamé leur mécontentement et leurs revendications, notamment en chantant : « On est là, on est là, même si Attal ne veut pas nous on est là, pour l'honneur des étudiants, et la gloire des professeurs, même si Attal ne veut pas nous on est là ! ».

À la demande qu'une délégation soit reçue, la Conseillère sociale du ministère a répondu que « la carte des prépas (...) est à la main des recteurs, qui font des propositions » dont le ministère va « prendre connaissance avec attention », puis que l'agenda ne permettait pas d'organiser une rencontre ce 6 décembre, tout en précisant que « Quand nous parlons d'exigence des savoirs, d'excellence à l'école, nous pensons évidemment aux classes préparatoires. C'est un modèle dont nous pouvons être fiers, car il porte une idée de l'excellence des savoirs à laquelle nous sommes attachés ».

Devant l'urgence de la situation (le site d'information Parcoursup ouvrant le 20 décembre), et compte tenu de l'importance de la mobilisation, le SNFOLC a continué à intervenir, durant le

rassemblement, auprès des différents services du ministère (secrétariat général, cabinet du ministre...) pour qu'une délégation soit tout de même reçue. Ces tentatives ayant été systématiquement repoussées et renvoyées vers le rectorat de Paris, les manifestants, considérant à juste titre que « c'est au ministère que ça se passe », ont décidé de revenir plus nombreux mercredi 13 décembre pour porter leurs revendications. Un appel à la grève et à manifester (au départ de la Sorbonne à 15h) a été lancé dans ce sens par le SNFOLC 75, le SNES 75, la CGT Educ'action 75, des associations de professeurs de CPGE et des professeurs de CPGE de 14 lycées.



Les personnels ont raison : c'est le ministre qui décide les fermetures, c'est à lui de répondre, il doit nous recevoir ! Une demande d'audience intersyndicale (SNES, SNFOLC, SNALC...) a été adressée au ministre. Le SNFOLC a déposé un préavis de grève à compter du 13 décembre, pour couvrir les différentes catégories de personnels qui décideraient la grève pour revendiquer :

- ▶ L'annulation de toute fermeture de classe préparatoire aux grandes écoles ;
- ▶ La défense des classes préparatoires aux grandes écoles de proximité ;
- ▶ L'abrogation de Parcoursup ;
- ▶ L'arrêt des suppressions de postes et le rétablissement des postes supprimés en classe préparatoire aux grandes écoles.

Pour le SNFOLC, la fermeture des CPGE s'inscrit pleinement dans la politique d'austérité, imposée par le gouvernement à coup de 49.3, qui programme la suppression de 2 500 postes à la rentrée 2024. Elle nous concerne tous. Dans ces conditions, le SNFOLC soutient toutes les initiatives visant à créer le rapport de force pour obtenir le maintien de toutes les classes menacées de fermeture.